

LE MAROC ET LE *SOFT POWER* : QUEL POSITIONNEMENT MONDIAL ?

MOROCCO AND SOFT POWER: WHAT WORLD POSITIONING?

Mourad ZENASNI

École Nationale de Commerce et de Gestion -Oujda-

Résumé :

Pour exercer leur influence sur la scène internationale, les États utilisent le *hard power* ou la force coercitive mais aussi des stratégies d'influence désignées couramment par l'expression *soft power* ou la puissance douce et ce depuis la fin de la guerre froide. Ainsi, le *soft power* est la capacité d'influence et de persuasion non contrainte qu'exerce un acteur sur les autres. En particulier parmi les critères non coercitifs de la puissance on trouve la diplomatie, les alliances, la coopération institutionnelle ou non, l'aide économique, l'attractivité de la culture, la diffusion de l'éducation, de valeurs, etc.

Aujourd'hui, le Maroc figure parmi les pays les plus influents du monde. On témoigne son positionnement favorable à la 50^{ème} rang mondial, à la tête des pays maghrébins et au podium des pays africains dans l'indice Mondial du *soft power* de 2024. Cependant, si le Royaume réalise des bonnes performances de certaines composantes de cet indice (réputation, familiarité, valeurs, avenir durable) restent au-dessous des attentes dans d'autres indicateurs (communication médiatique, éducation et science) où il faut faire plus, mieux et vite que les autres États du monde. Ainsi, conserver et atteindre un niveau plus élevé de son *soft power* constitue donc l'un des défis pour le Maroc d'avenir.

Mots-clés : *Soft power*, positionnement, Maroc, monde, défi.

Abstract:

To exercise their influence on the international scene, States use *hard power* or coercive force but also influence strategies commonly referred to as *soft power* since the end of the Cold War. Thus, *soft power* is the capacity for influence and unconstrained persuasion that an actor exercises on others. In particular, among the non-coercive criteria of power we find diplomacy, alliances, institutional or non-institutional cooperation, economic aid, the attractiveness of culture, the dissemination of education, values, etc.

Today, Morocco is among the most influential countries in the world. We demonstrate its favorable positioning at 50th place in the world, at the head of the Maghreb countries and on the podium of African countries in the 2024 Global *Soft Power* Index. However, if the Kingdom achieves good performances in certain components of this index (reputation, familiarity, values, sustainable future) remains below expectations in other indicators (media communication, education and science) where we must do more, better and faster than other States in the world. Thus, maintaining and achieving a higher level of its *soft power* therefore constitutes one of the challenges for Morocco of the future.

Keywords: *Soft power*, positioning, Morocco, world, challenge.

INTRODUCTION

La recherche de la puissance qui est la capacité d'un État « à imposer sa volonté à autrui »¹ ou comme la capacité d'un État « à faire, à faire faire, à empêcher de faire et de refuser de faire »² a toujours constitué un objectif primordial des civilisations humaines et des stratégies géopolitiques des nations.

Cette puissance repose à la fois sur la puissance dure (*hard power*) et la puissance douce (*soft power*). La première s'appuie sur la coercition (militaire, économique,

¹ ARON, 1962.

² SUR, 2010.

sanctions...) tandis que la seconde repose sur l'influence et donc l'adhésion volontaire des autres acteurs à un modèle. Ces deux formes de puissance sont complémentaires et souvent imbriquées : la puissance économique, par exemple, peut relever de l'une ou de l'autre.

En fait, depuis les années 1990, le soft power est devenu un champ fertile en matière d'étude de la puissance, notamment aux États-Unis comme désormais dans le reste du monde. Joseph Nye, en mettant en avant la prédominance du soft power sur le hard power dans le monde post-Guerre froide³, s'inscrivait dans la lignée de travaux de l'école « transnationaliste », qui démontre que les relations internationales ont évolué vers un système d'« interdépendance complexe » faite d'interactions entre une multitude d'acteurs étatiques et non étatiques, dans lequel les États doivent repenser leur puissance. Dans ce cadre, le seul rapport de force basé sur leur puissance militaire semble insuffisant pour rendre compte de leurs relations et de la dynamique des relations internationales.

Le présent article a pour objectif d'analyser le positionnement du Royaume dans les indices mondiaux de soft power qui vont nous permettre de comprendre d'évaluer l'effort fourni par l'Etat marocain sur plusieurs volets : réputation, influence, culture et patrimoine, relations internationales, gouvernance, affaires et commerce, médias et communication, éducation et science, etc.

Pour ce faire, nous allons dans un premier temps donner une revue de littérature sur le concept de puissance qui englobe trois thèmes majeurs (le Hard power, le Soft power et le Smart power). Et dans un second temps, présenter le classement du Maroc dans les indices mondiaux de mesure du soft power. Dans un troisième temps, exposer les efforts du Royaume en matière de construction de son soft power.

I. LE SOFT POWER : UNE REVUE DE LITTÉRATURE

1. Signification et objectifs

Joseph Nye, en 1990, est à l'origine du concept de soft power, qu'il a conceptualisé et développé dans son ouvrage « Bound to Lead : The Changing Nature of American Power » et en particulier en 2004 dans son autre livre, « Soft Power : The Means to Success in World Politics ». Pour cet géopolitologue étasunien, le soft power ou la puissance douce renvoie à la capacité de séduction et de persuasion d'un pays, ne reposant ni sur la force, ni sur la coercition. Cette influence s'exerce auprès d'autres acteurs qu'il soit des adversaires ou des alliés ou même des acteurs des relations internationales (ONG, Firmes multinationales, institutions internationales comme l'ONU ou le FMN voire réseau de citoyens comme le mouvement altermondialiste, etc.) pour les amener à penser de manière convergente ou changer de comportement, de manière douce, indirecte. Il renforce ainsi la légitimité de son action internationale, ce qui constitue également un facteur de puissance ayant émergé dans le système international post-Guerre froide, au point de devenir une stratégie nationale officielle dans certains cas, et de justifier des politiques étrangères basées sur la recherche de l'influence⁴.

De son côté, Brand Finance⁵ définit le Soft Power comme « *la capacité d'une nation à influencer les préférences et les comportements de divers acteurs sur la scène internationale (États, entreprises, communautés, publics, etc.) par l'attraction ou la persuasion plutôt que par la coercition* ».

³ TELLENNE, 2023.

⁴ COURMONT et al, 2002.

⁵ L'un des cabinets de consulting internationaux les plus renommés en matière d'évaluation et de communication financière sur les marques.

En outre, si l'avènement du concept de puissance douce « intangible et immatériel » est relativement récent, ce comportement des Etats est ancien⁶. A ce propos, Nye avance que “le soft power est une tendance naturelle chez l'homme, bien en amont de toute stratégie politique [...] ainsi la réalité du soft power est bien loin d'être nouvelle”⁷.






Par conséquent, l'objectif de la puissance douce est de projeter une image de paix, de culture raffinée, d'engagement envers le bien-être commun de l'humanité, ainsi que de succès sur plusieurs plans, entre autres, les plans scientifiques, humanitaires et sportifs⁸.

Signalons, enfin que face aux très nombreuses critiques touchant à la fois le Soft power (en termes d'efficacité et d'évaluation) et le hard power (la puissance fondée uniquement sur la coercition paraît de moins en moins efficace et pertinente, c'est l'« impuissance de la puissance » selon Bertrand Badie⁹, Joseph Nye parle d'un savant mélange de soft et de hard intitulé le pouvoir intelligent : Le smart power.

2. Acteurs du soft power

Si au départ, le soft power était l'apanage des grandes puissances (les États-Unis d'Amérique, l'URSS en son temps, ou encore le Japon), aujourd'hui il apparaît qu'à son échelle tout État peut produire du soft power pour tenter d'influencer et/ou pour paraître plus attractif face aux autres acteurs en présence sur un territoire ou sur la scène internationale. A ce propos on peut évoquer la Chine, l'Inde, etc. Par exemple ces dernières années, la Chine a construit de nombreux instituts Confucius sur tous les continents afin de promouvoir sa culture et sa langue (Cf. Tableau).

Tableau 1 : Les organisations de promotion de la langue et de la culture à travers le monde (2019).

					
Nom	Alliance Française	British Council	Institut Goethe	Instituto Cervantes	Institut Confucius
Pays	France	Royaume-Uni	Allemagne	Espagne	Chine
Année de création	1883	1934	1951	1991	2004
Nombre de pays	132	107	98	44	154
Nombre d'Instituts	834	179	159	87	548
Nombre d'inscrits	491 000	400 000	272 000	185 000	2 700 000

Source : Institut Confucius

⁶ Les empires romain et britannique, par exemple, étaient tous deux en mesure de contrôler de vastes territoires avec des forces militaires très limitées grâce à l'attraction de la civilisation qu'ils répandaient devant eux et au caractère relativement bénin de leur domination. D'après Garnes Lord (2005) « Diplomatie publique et soft power » In Politique Américaine 2005/3 n°3 pp. 61-72.

⁷ Certains philosophes de Chine ancienne, comme Lao Tseu ou Confucius (milieu du ve siècle av. J.-C. – milieu du ive siècle av. J.-C) évoquent déjà le pouvoir de certains leaders, qui repose sur leur charisme et leur capacité de séduction plutôt que sur leur force militaire. La culture du pays est déjà mentionnée comme un instrument géopolitique.

⁸ WILSON, 2004.

⁹ BADIE, 2004.

Ou la Corée du Sud, puissance moyenne « petits pays », qui se fait connaître dans le monde grâce à ce « pouvoir doux » notamment à travers son industrie culturelle (films coréens, séries coréennes, K-pop). Généralement, on parle de « Hallyu », « vague coréenne » pour décrire ce phénomène de propagation de la culture coréenne à l'étranger¹⁰.

En outre, à côté des Etats qui ont construit leur puissance douce, Joseph Nye cite également les Organisations non gouvernementales (ONG) comme productrice de soft power. Par ailleurs, même si Nye ne les évoque pas, il convient d'ajouter les organisations supranationales de promotion culturelle et linguistique, que Michel Guillou qualifie d'« unions géoculturelles »¹¹, qui génèrent également du soft power comme le Commonwealth of Nations, l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) et la Communauté des Pays de Langue Portugaise (CPLP).

3. Les sources du soft power

Pour Joseph Nye, la puissance douce d'un pays peut provenir de trois ressources : sa culture (dans des lieux où il est attractif pour les autres), ses valeurs politiques (quand il le respecte chez lui et à l'étranger) et ses politiques étrangères (quand elles sont considérées comme légitimes et ayant une autorité morale).

Ainsi, la culture se définit comme « l'ensemble des valeurs et des pratiques qui créent du sens dans une société »¹². Disposer de ressources culturelles n'est cependant pas suffisant, il faut également disposer de moyens de convertir ces ressources culturelles en résultats (soft power effectif), c'est-à-dire les diffuser et les rendre attractives auprès des populations étrangères (commerce, organisation d'évènements culturels, échanges académiques, etc.).

En outre, les valeurs politiques intérieures regroupent toutes les mesures politiques prises par un gouvernement, les valeurs qu'il privilégie dans sa politique intérieure, ses idéaux politiques (importance accordée aux droits humains par exemple), le type de modèle politique et la nature du régime (démocratie, État autoritaire, etc.). Ces ressources doivent être converties en résultats en usant de moyens pour les rendre attractives auprès des populations visées.

Nye estime que certains éléments issus de la politique étrangère constituent des sources de soft power. Au niveau de la substance (contenu) de la politique étrangère, il recense : le comportement d'un État dans les institutions internationales et les valeurs qu'il véhicule dans ses décisions de politique étrangère, la façon de gérer ses relations avec les autres États (aide au développement, participations aux opérations de maintien de la paix, etc.), la façon de définir son intérêt national et les moyens mis en place pour y parvenir.

Dans certains cas, l'économie peut constituer une source de soft power, si par exemple il arrive à attirer d'autres États « par sa croissance et sa puissance économique et cherchent à l'imiter ou à développer des partenariats avec lui en raison des perspectives offertes par sa croissance »¹³. De même, la puissance militaire d'un Etat peut également devenir une source de soft power notamment, dans le cas où sa puissance militaire amène les autres États à admirer ce modèle et à vouloir l'imiter ou lorsqu'un État pratique la coopération militaire, par exemple en mettant en place des « échanges, des exercices communs, des programmes d'assistance ou encore de formation militaire ».

¹⁰ MUNOZ, 2019.

¹¹ GUILLOU, 2005.

¹² NYE, 2004.

¹³ COURMONT, 2009.

Procédant à l'analyse du soft power en Asie en 2008, le Chicago Council on Global Affairs a retenu cinq domaines du soft power qui sont l'aspect économique, culturel, capital humain, diplomatique et politique. Aujourd'hui, on compte plusieurs sources du soft power :

- La diplomatie ;
- Les alliances ;
- La coopération institutionnelle ;
- L'aide économique : par exemple le soft power américain passe par le biais des aides humanitaires aux pays les plus pauvres. Cette aide est parfois publique, d'origine gouvernementale, mais aussi souvent privée¹⁴.
- L'attractivité de la culture ;
- La diffusion de l'éducation ;
- Le rayonnement d'un modèle politico-économique (économie de marché et démocratie par exemple) et de valeurs ;
- La religion : qui à l'heure actuelle, elle occupe une place prépondérante dans les relations internationales ou, du moins, l'usage des ressources symboliques¹⁵ par les acteurs étatiques comme non institutionnels ;
- Le sport : par exemple le football grâce à sa popularité c'est devenu une marque, un enjeu économique majeur et un vecteur de puissance.

Signalons enfin, qu'il existe maints facteurs qui diminuent ou qui augmentent le soft power d'un État. Ainsi, la crédibilité d'un État sur la scène internationale, le dynamisme de sa société civile ainsi que sa capacité d'autocritique sont des facteurs qui favorisent le soft power. A l'opposé, une politique étrangère arrogante ou égoïste sapent le potentiel de séduction d'un État. De même, les politiques qui semblent hypocrites (décalage entre discours intérieur et extérieur, entre actes et discours ou valeurs prônées, par exemple), ou bien manipulatrices sont diminuent le soft power de l'État concerné. Enfin, lorsqu'un État promet des valeurs contradictoires à celles du pays ou du groupe cible, son soft power s'en voit amoindri.

II. LE CLASSEMENT DU MAROC DANS LES INDICES MONDIAUX DU SOFT POWER

Le soft power d'un pays peut se mesurer à l'aide de nombreux indicateurs tels que :

- Sa réputation et son attractivité (nombre de migrants diplômés et fuite des cerveaux, attraction des étudiants) ;
- Ses performances économiques (PIB, PNB ...) ;
- Son mode de vie (mœurs, pratiques sociales) ;
- Sa communication, sa langue (instituts, universités internationales) ;
- Sa culture et ses produits culturels (littérature, cinéma, télévision, séries, Internet et média) ;
- Ses idées, valeurs et leur rayonnement (médias, lobbying, think tank, prix Nobel) ;
- La diffusion de sa technologie ;

¹⁴ Beaucoup de milliardaires américains mettent en œuvre des fondations philanthropiques, organisations non gouvernementales à but caritatif. La Fondation Bill et Melinda Gates, par exemple, fondée en 1994 par le créateur et l'ancien patron de Microsoft se consacre à l'aide humanitaire dans le domaine de la santé et de l'éducation.

¹⁵ SAMBE et HAMD AOUI, 2019, pp. 19-29.

- Sa place dans les organisations internationales (ONU...) et regroupements de nations (G20...);
- Le rôle de la philanthropie et de ses ONG.

Globalement, deux indices mondiaux sont les plus célèbres en matière de mesure du Soft power des États. Il s'agit de l'Indice Mondial du Soft Power et de l'indice Good Country Index.

1. Indice Mondial du Soft Power

Le cabinet britannique Brande Finance a forgé depuis 2004 « L'Indice Mondial du Soft Power ». Cet indice qui évalue l'influence mondiale de 193 États membres de l'ONU est basé sur un programme de recherche très étendu et analyse les réponses de plus de 110.000 individus et institutions à travers le monde qui sont interrogés à travers 35 attributs regroupés sous huit piliers ou critères de l'indice (Cf-Tableau) : les affaires et le commerce, la gouvernance, les relations internationales, le patrimoine culturel, la communication médiatique, l'éducation et la science, les personnes et les valeurs ainsi que l'avenir durable.

Tableau 2 : Piliers et attributs de l'Indice Mondial du Soft Power

Dimensions	Sous-indicateurs
Les affaires et le commerce	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Une économie forte et stable ▪ Des produits et des marques que le monde aime ▪ Facile de faire le business dans et avec ▪ Le potentiel de la croissance future
Les relations internationales	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Influence dans les cercles diplomatiques ▪ Aides aux pays nécessiteux ▪ Bonnes relations avec les autres pays
L'éducation et la science	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Leader en technologie et innovation ▪ Leader scientifique ▪ Performance du secteur éducatif ▪ Investissements dans l'exploration spatiale
Le patrimoine culturel	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Influence dans les arts et le divertissement ▪ La nourriture que le monde aime ▪ Super endroit à visiter ▪ Leader dans le sport ▪ Un style de vie attrayant ▪ Un riche patrimoine
La gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Des dirigeants internationalement admirés ▪ Politique stable et bien gouvernée ▪ Normes éthiques élevées et faible corruption ▪ Sécurité ▪ Respect de la loi et des droits de l'homme
La communication médiatique	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Affaires ▪ Facilité de communiquer avec ▪ Médias influant ▪ Médias dignes de confiance
L'avenir durable	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Investissements dans l'énergie et les technologies vertes ▪ Villes et transports durables ▪ Actions pour la protection de l'environnement

	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Soutiens des efforts mondiaux de lutte contre le changement climatique
Les personnes et les valeurs	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Digne de confiance ▪ Générosité ▪ Amical ▪ Bon ▪ Tolérant et inclusif

Source: Brande Finance (2024) “Global Soft Power Index 2024”, p. 42.

En termes statique et au titre de l'année 2024, le Maroc se positionne au 50^{ème} rang des pays les plus influents dans le monde avec un score global obtenu de 40,6/100 contre 39,2 points en 2023 (55^{ème} rang), ce qui représente une amélioration de 1,4 point. Au niveau africain, le Royaume est classé au troisième rang juste derrière l'Afrique de sud (43^{ème} rang mondial) et l'Égypte (39^{ème} rang). Au niveau magrébin, il se classe au premier rang, devant l'Algérie (73^{ème} rang), la Tunisie (77^{ème} rang), la Libye (139^{ème} rang). Concernant les pays arabes, le Maroc arrive à la 7^{ème} place derrière les Émirats Arabes Unis (10^{ème} rang mondial), suivis de l'Arabie Saoudite (18^e), le Qatar (21^e), le Koweït (37^e), l'Égypte (39^e) et Oman (49^e).

Notons que le Maroc obtient de bons scores au niveau de deux facteurs, à savoir la réputation (5,9 sur 10) et la familiarité avec une note de 5,7 sur 10. En revanche, le Maroc a encore des efforts à fournir concernant les « Affaires et Commerce » (3,9/10), les « Relations internationales » (3,4/10), le « Patrimoine culturel » (4,3/10), les « Personnes et valeurs » (3,9/10), et l'« Avenir durable » (3,9/10) et d'ample efforts en matière de « Gouvernance » (2,9/10) (55^e du classement mondial), de la « Communication médiatique » (2,9/10), et de l'« Education & Science» (2,5/10).

Cependant, en termes d'évolution temporelle, déjà le Maroc s'est positionné à la 48^e place en 2021 et à la 46^e en 2022 reflétant les progrès moins importants accomplis par le Royaume quant à l'édification graduelle de son statut de puissance attractive par rapport aux autres États.

2. Indice Good Country

L'indicateur « Good Country Index », élaborée pour la première fois en 2014 par le chercheur "Simon ANHOLT", permet de classer 125 pays dans le monde selon leurs contributions au développement de la planète et de l'humanité, à travers leurs politiques et leurs comportements. Ainsi, cet indice vise essentiellement à déterminer ce que font les nations en faveur du reste du monde, et non pas ce qui se passe à l'intérieur de leurs frontières.

Le Good Country Index est un indice composite de 35 sous-indicateurs (Cf-Tableau) mettant en évidence la contribution des pays dans sept dimensions : la science et la technologie, la culture, la paix et la sécurité, l'ordre mondial, la planète et le climat, la prospérité et l'égalité, ainsi que la santé et le bonheur.

Tableau 3 : Dimensions et sous indicateurs du Good Country Index

Dimensions	Sous-indicateurs
Sciences, savoir et technologie (relativement au PIB)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Nombre d'étudiants étrangers dans le pays ; ▪ Exportations de revues scientifiques et de journaux ; ▪ Nombre d'articles publiés dans des revues internationales ; ▪ Nombre de lauréats du Prix Nobel ; ▪ Nombre de demandes de dépôt de brevet
Culture	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Exportations de produits créatifs (par rapport au PIB) ;

	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Exportations de services créatifs (par rapport au PIB) ; ▪ Cotisations en souffrance de l'UNESCO ; ▪ Nombre de pays et territoires sans visa pour les citoyens du pays ; ▪ Liberté de la presse.
Paix international et sécurité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Nombre de troupes militaires déployés dans des missions de maintien de la paix (relativement au PIB) ; ▪ Cotisations en souffrance en matière de contribution financière aux missions de maintien de la paix de l'ONU ; ▪ Nombre attribué de victimes suite aux violences internationales organisées (relat. au PIB) ; ▪ Exportations d'armes (relat. au PIB) ; ▪ Score de l'indicateur « Global Cyber Security index ».
Ordre mondial	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Nombre de traités signés par procuration pour l'action diplomatique et la résolution pacifique des conflits ; ▪ Nombre de réfugiés accueillis (relati. au PIB) ; ▪ Nombre de réfugiés à l'étranger ; ▪ Proportion de la population qui donne à la charité par procuration pour l'attitude cosmopolite.
Climat	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Empreinte écologique ; ▪ Exportations de déchets dangereux (relati. au PIB) ▪ Polluants organiques dans l'eau (relativement au PIB) ; ▪ Emissions de CO2 (relat. au PIB) ; ▪ Emissions des autres gaz à effet de serre (relati. au PIB)
Prosperité et égalité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Commerce transfrontalier ; ▪ Nombre de bénévoles envoyés à l'étranger (relat. au PIB) ; ▪ Taille du marché commercial (relat. au PIB) ; ▪ Flux sortants des IDE en % du PIB ; ▪ Aide au développement en % du PIB.
Santé et bien-être	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Aide alimentaire (relat. au PIB) ; ▪ Exportations de produits pharmaceutiques en % du PIB ; ▪ Cotisations excédentaires volontaires à l'Organisation Mondiale de la Santé par rapport au PIB ; ▪ Contributions en matière d'aides humanitaires (rela. au PIB) ; ▪ Saisie de drogues (relat. au PIB).

Source : <https://index.goodcountry.org/>

Le Maroc est l'un des pays qui contribuent le plus au bien de l'humanité, d'après le dernier indice the Good Country Index 2024. Cet indicateur classe le Royaume au 55e rang sur 169 pays, devant la Thaïlande (56^e) et derrière la Russie (54^e). Le Maroc arrive à la 2^e place maghrébine et à la 2^eme arabe des meilleurs pays après la Tunisie (47^e). Au niveau africain, le pays se classe au troisième rang, après l'Afrique du Sud (44^e) et la Tunisie (47^e). Il surclasse ses voisins algériens (136^e), libyens (166^e) et mauritaniens (168^e).

Par catégorie, le Maroc se classe au premier rang mondial en termes de paix et de sécurité internationales. Le rapport estime que le Royaume contribue plus que la moyenne grâce aux forces de maintien de la paix et aux arriérés de contributions aux budgets de maintien de la paix de l'ONU, ainsi qu'à travers la prévention des conflits internationaux violents et la cyber-sécurité.

Le Royaume se classe également au 34^e rang mondial en termes de prospérité et d'égalité, et ici, le principal atout du Royaume est la « bonne ouverture » de son marché aux investissements étrangers. Le pays se classe au 46^e rang en matière de science et technologie. Le pays se classe également 87^e pour la planète et le climat, 94^e pour la santé et le bien-être. Le Royaume fait en effet mauvaise figure en matière d'Ordre mondial (128^{ème}) qui touche les dons de charité et accueil des réfugiés notamment et en matière de Culture (100^{ème}).

Signalons enfin, que par rapport à 2014 (67^{ème} rang mondial) ou à 2018 (77^{ème} rang mondial), le Royaume enregistre une amélioration notable de son positionnement international en matière de contribution à la gouvernance mondiale. Cela confirme le statut de partenaire crédible dont jouit le Maroc sur la scène internationale à travers son engagement en faveur de la paix et la sécurité et son implication en matière de développement durable dans sa région et bien au-delà.

III. LES EFFORTS DÉPLOYÉS PAR LE ROYAUME EN MATIÈRE DE SOFT POWER

Ce positionnement favorable du Maroc en termes d'influence mondiale ne vient pas de vide. C'est un travail de longue haleine qui a commencé surtout à partir de l'année 2000. En fait, le Royaume pour concevoir son soft power a profité de l'émergence d'un ordre mondial multipolaire moins tendus qui a dépassé le cadre traditionnel des politiques économiques et sécuritaires de puissance « dure » et s'intéresser à la dimension manquante de l'influence de puissance douce. Il y a une panoplie de domaines de politique « douce » dans lesquels le Maroc a récemment été très actif. Il s'agit :

1. La Religion

Dirigée personnellement par le Roi, elle exploite les canaux d'influence traditionnels et nouveaux et s'est avérée efficace pour rétablir le rôle politique du Maroc aux niveaux régional et panafricain. Les visites du Roi en Afrique subsaharienne étaient accompagnées de la distribution des exemplaires gratuits du Coran, imprimés par la Fondation Mohammed VI pour l'édition du Saint Coran, fondée en 2010, des dons à des mosquées (Bénin, Guinée, Mali, Sénégal, etc.) et des projets sociaux et de développement par le biais de l'Agence marocaine de coopération internationale (AMCI), principalement tournée vers l'Afrique.

En outre, le Royaume a procédé en 2015 à la mise en place de l'Institut Mohammed VI de formation des Imams prédicateurs et des prédicatrices qui forme, aussi, des imams de Tunisie, Mali, Sénégal, Nigéria, Guinée, Gambie, Tchad, Côte d'Ivoire et France, mais aussi à la création de la Fondation Mohammed VI des Oulémas d'Afrique.

Entre 2012 et 2016, le Maroc a signé 36 accords sur des questions religieuses avec des États africains (contre 18 en 2000-2011) et en 2017, il a annoncé le lancement d'un fonds de 108 millions d'euros pour la construction et la réhabilitation de mosquées en Afrique. A titre d'exemple la mosquée Mohammed VI d'Abidjan la plus grande du pays a été inauguré le mois d'avril 2024.

Bref, les liens religieux étroits que le Maroc entretient depuis des siècles avec de nombreux pays africains suivant le rite malékite, et l'Islam "modéré" et "moderne" adopté par le pays permet au Royaume de se positionner comme un modèle de stabilité face au salafisme et aux autres courants radicaux présents dans de nombreux pays de la région sahélo-saharienne.

2. La Diplomatie

La doctrine marocaine en matière de politique étrangère s'appuie sur des approches globales qui sont d'ordre géopolitique, géoéconomique et géoculturel. Trois principes directeurs encadrent l'action diplomatique marocaine, à savoir le voisinage, la solidarité et le partenariat.

En effet, le déploiement de la politique étrangère du Royaume du Maroc se fait à travers¹⁶:

- Les Visites de Sa Majesté le Roi Mohammed VI à l'étranger ;
- Les représentations diplomatiques à l'étranger¹⁷ ;
- Les missions diplomatiques auprès du système multilatéral (ONU, BM, FMI, OMC...);
- Une diplomatie multiforme (économique, culturelle, spirituelle, climatique), mais aussi parlementaire et citoyenne. A ce propos sa Majesté dans son Discours du Trône du 30 juillet 2005 disait «... Pour nous assurer une présence et un rôle agissant dans ce tumulte planétaire, sommes-nous appelés à suivre, de façon encore plus percutante, la stratégie offensive que nous avons adoptée, en puisant dans les ressorts de la diplomatie parallèle, parlementaire, partisane, économique, culturelle, médiatique et associative. Cela se fera dans le cadre d'un plan intégré et cohérent s'appuyant sur l'élargissement déjà entamé des trois cercles concentriques que sont le bon voisinage, la solidarité agissante et le partenariat stratégique... » ;

Dans ce cadre, la diplomatie économique constitue le socle de la politique africaine du Royaume¹⁸. Le pays dans une approche sud-sud et de Win Win vise la diversification et l'élargissement de ces débouchés extérieurs, assurer la sécurisation de ses approvisionnements en matières premières et favoriser l'internationalisation de ses firmes autochtones¹⁹;

- La contribution des Marocains du monde.

3. Aide humanitaire et migration

L'action humanitaire a toujours constitué un levier de la solidarité agissante du Royaume du Maroc envers les pays victimes de catastrophes naturelles, de conflits ou d'accidents et consiste en dons de denrées alimentaires, de médicaments, de tentes et de couvertures, et en opérations de terrain dans divers pays du monde. Elle s'accompagne de déplacements de hauts responsables politiques et gouvernementaux et favorise la consolidation des relations bilatérales entre le Maroc et les pays victimes des aléas.

L'Agence Marocaine de Coopération Internationale coordonne, avec les principaux organismes publics nationaux, le déploiement des actions humanitaires à l'International du Royaume du Maroc. A titre d'exemple, les opérations d'aides humanitaires octroyées par le Royaume du Maroc ont concerné entre autres les pays suivants²⁰ :

- La Palestine : pour le mois de mars 2024, plus de 40 tonnes d'aides alimentaires ont été acheminées du Maroc à la population palestinienne de Gaza, qui vit sous les bombardements israéliens depuis des mois. D'ailleurs le Roi Mohammed VI est le président du Comité Al Qods ;

¹⁶ IRES, 2019.

¹⁷ En 2019, le Maroc dispose de 97 ambassades, de 59 consulats et de 75 consuls honoraires, selon le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale. Il compte, aussi, 4 missions diplomatiques à New York, Genève, Paris et Bruxelles.

¹⁸ DAFIR, 2012.

¹⁹ DKHISSI et al, 2012.

²⁰ <https://www.amci.ma/carte-dintervention>

- La Tunisie : suite à l'aggravation de la situation épidémiologique dans ce pays, en raison d'une forte augmentation des contaminations et des décès liés à la Covid-19, le Royaume a envoyé en mars 2021 à ce pays magrébin deux unités de réanimation complètes et autonomes, dotées d'une capacité totale de 100 lits. Elle comprend, en outre, 100 respirateurs et deux générateurs d'oxygène d'une capacité de 33 m³/heure chacun ;
- Aux autres pays africains : en juin 2020, le Maroc a acheminé à 15 pays²¹ des aides médicales pour lutter contre la pandémie du COVID-19. Elle est composée de près de 8 millions de masques, 900.000 visières, 600.000 charlottes, 60.000 blouses, 30.000 litres de gel hydroalcoolique, ainsi que 75.000 boîtes de chloroquine et 15.000 boîtes d'Azithromycine.

Quant à la question migratoire, elle est érigée en priorité au Maroc qui a lancé dans ces dernières années un processus de régularisation massive des étrangers subsahariens et œuvré avec l'Espagne, dans le respect des droits humains, à la gestion des afflux massifs de migrants. Ainsi, ce sont quelques 50.000 migrants qui, en deux vagues lancées en 2014 et 2017, avaient vu leur situation régularisée.

4. La culture

Le positionnement mondial très remarquable sur ce segment (38^{ème}) n'était pas possible sans les efforts déployés par le pays afin de faire rayonner son image sur la scène internationale à travers ses richesses culturelles inestimables. Un soft power culturel constamment valorisé lors de grands festivals internationaux comme Mawazine, le Festival Gnaoua et Musiques du monde d'Essaouira, le Marrakech du Rire, le Festival de la musique soufie de Fès, Timitar, le Festival international du film de Marrakech, etc. qui accueillent des milliers d'étrangers, notamment des footballeurs internationaux et de célèbres influenceurs. En outre, les tournages de films internationaux, dans des villes comme Ouarzazate, Marrakech, Essaouira, ou encore Erfoud, contribue aussi à la promotion de la destination.

Pour ce qui est du patrimoine immatériel, le Maroc est aussi bien lûti, avec 10 éléments inscrits au patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO. Ce sont : les savoir-faire et pratiques liés à la production et à la consommation du couscous, le Gnaoua, le Taskiwin, la fauconnerie, l'argan ainsi que les pratiques et savoir-faire liés à l'arganier, la diète méditerranéenne, le Festival des cerises de Sefrou, l'espace culturel de la place Jemaa el Fna, le Moussem de Tan-Tan et, enfin, les connaissances, savoir-faire, traditions et pratiques associés au palmier dattier²².

5. Le sport

Le sport est perçu comme un instrument de diplomatie et de soft power, permettant aux États d'exercer leur influence et de promouvoir leurs intérêts nationaux. Dans le cas du Maroc, la diplomatie sportive et le soft power ont joué un rôle crucial dans sa stratégie de promotion de son image à l'échelle internationale. En participant à des manifestations sportives aux niveaux régional, continental et international, en accueillant des événements sportifs majeurs, en soutenant ses athlètes, en développant des infrastructures sportives de classe mondiale et en participant à des compétitions sportives d'envergure mondiale

²¹ Le Burkina Faso, le Cameroun, les Comores, le Congo, Eswatini, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Malawi, la Mauritanie, le Niger, la République Démocratique du Congo, le Sénégal, la Tanzanie, le Tchad et la Zambie.

²² SEMBENE, 2023.

tout en rapportant de nombreux titres, le Maroc cherche à projeter une image positive et à consolider son influence au niveau de la communauté internationale²³.

CONCLUSION

En plus de deux décennies, les relations internationales du Maroc se sont diversifiées et amplifiées tant au niveau des acteurs qu'à celui des orientations stratégiques de sa politique étrangère, qui à travers un usage éclairé du « Soft Power », ont permis au pays d'occuper un rôle important du rayonnement sur la scène géopolitique internationale.

L'exemple le plus illustrant de cette politique offensive de séduction est sa stratégie africaine qui se concrétise par une multitude de politiques bilatérales et un rapprochement réfléchi avec les différentes régions subsahariennes du continent. En fait, le Royaume privilégie la prise d'initiatives politiques vis-à-vis des pays du continent africains couplée à mesures économiques, se traduisant par une aide financière accrue et par des investissements nationaux directs et de préférences commerciales et économiques accordées aux pays africains.

A ce propos, le soft power marocain qui se base sur le trinôme : stabilité, fermeté et coopération, doit se diversifier plus dans l'espace en cherchant la quête de puissance non seulement au niveau de son continent, mais également au niveau mondial. De plus, en se référant aux indices mondiaux de soft power, quelques fois on s'aperçoit que le Maroc perd du classement mondial en dépit de ses efforts continus qu'il déploie, ce qui implique qu'il doit faire plus, mieux et vite dans toutes les dimensions de la puissance douce, objet d'actions et de stratégies concurrentielles de tous les pays du monde.

BIBLIOGRAPHIE

- AMINE, Dafir (2012). « La diplomatie économique marocaine en Afrique subsaharienne : réalités et enjeux ». *Géoéconomie*, 4 (n°63), pp.73-83.
- ARON, Raymond (1962). *Paix et Guerre entre les nations*. Paris, Calmann-Lévy.
- BADIE, Bertrand (2004). *L'impuissance de la puissance*. Paris, Fayard.
- BOUCHRA, El Hafed (2023). « La diplomatie sportive du Maroc : Convertir le soft power en succès géopolitique », <https://www.village-justice.com/articles/jeu-geopolitiquemarocain-marquer-des-buts-avecdiplomatie-sportive-onvertir,47119.html>.
- BRANDÉ FINANCE (2024). Global Soft Power Index 2024. <https://brandirectory.com/softpower/>
- COURMONT, Barthélémy (2009). *Chine, la Grande Séduction*. Paris, Choiseul.
- COURMONT, Barthélémy ; MOTTET, Éric et LASSERRE, Frédéric (2021). « Les soft powers asiatiques ». *Diplomatie*, 111, pp. 72-76.
- DKHISSI, Saïd et al. (2012). « Les relations Maroc-Afrique : les voies d'une stratégie globale et renouvelée ». *Programme d'études Compétitivité globale et positionnement du Maroc dans le système mondialisé*, rapport général de l'étude thématique, Institut Royal d'Etudes stratégiques.
- GARNES, Lord (2005). « Diplomatie publique et soft power ». *Politique Américaine*, n°3, pp. 61-72.
- GUILLOU, Michel (2005). *Francophonie -Puissance*. Éditions Ellipses.
- INSTITUT ROYAL DES ÉTUDES STRATEGIQUES (2019). « *Panorama du Maroc dans le monde. Les relations internationales du Royaume. Partie I : la politique étrangère du royaume du Maroc* ». Rabat, Rapport.

²³ BOUCHRA, 2023.

- MUNOZ, Ludivynn (2019). « Le Soft Power, l’apanage de tous les pays ? ». *Les cahiers du Comité Asie*, N°16.
- NYE, Joseph (1990). *Bound to Lead: The Changing Nature of American Power*. New York., Basic Books.
- NYE, Joseph (2004). *Soft Power: The Means to Success in World Politics*. Public Affairs.
- SAMBE, Bakary et HAMD AOUI, Yousra (2019). « Des usages du *soft power* religieux du Maroc sous le règne de Mohammed VI ». *Afrique(s) en mouvement*, 1 (N°1), pp. 19-29.
- SEMBENE, Elimane (2023). « Le soft power : Comment le Maroc est devenu une puissance ? », https://fr.le360.ma/politique/soft-power-comment-le-maroc-est-devenu-une-puissance_7PXRUD3WHNCAXHDVGMGGOWHH5U/
- SUR, Serge (2000). *Relations internationales*. Paris, éd. Montchrestien
- TELLENNE, Cédric (2023). « Le soft power est plus décisif que le hard power dans les rapports de puissance ». *Idées reçues sur la géopolitique et la géoéconomie*, pp. 51-63.
- WILSON, Ernest J. (2008). “Hard Power, Soft Power, Smart Power”. Fnac, vol. 616, n°1.